



Société pédagogique genevoise

Genève, le 22 mai 2007

Monsieur  
Charles BEER  
Conseiller d'Etat en charge du  
département de l'instruction  
publique  
6, rue de l'Hôtel-de-Ville  
case postale 3925  
1211 Genève 3

Réévaluation de fonction - Formation initiale - Nouveau fonctionnement

Monsieur le conseiller d'Etat,  
Cher Monsieur,

Voici quelques questions, revendications, demandes diverses que je me permets de rassembler dans un seul courrier. Cette liste concerne principalement trois dossiers et se veut synthétique et non exhaustive. Le syndicat souhaiterait simplement que vous puissiez, en cette fin d'année scolaire, y répondre en vous engageant personnellement.

**1. Réévaluation des fonctions de l'enseignement primaire**

A ce jour, seule une simulation de quelques cas-type nous a été remise par la DGEP. Aucun document (depuis début 2003 !) ne nous a été fourni par le SEF. Beaucoup de questions posées aux RH de la DEP et des SAFs sont restées sans réponse. Vous vous êtes engagé à ce que toutes les modalités de la réévaluation de la fonction qui doit prendre effet au 1<sup>er</sup> septembre 2007 soient décidées et arrêtées fin mars-début avril. Ce délai n'a pas été tenu.

- Quels sont les critères auxquels une personne doit répondre si elle entend refuser d'être réévaluée (dans le cas où elle estime que financièrement cette opération n'est pas intéressante pour elle) ?
- Pour honorer votre promesse du 3 avril 2007 (« personne ne verra son traitement diminuer, même avec les rappels CIA ») quels arrangements allez-vous proposer aux collègues qui auront un écart négatif dans cette opération ?
- Quelle garantie avons-nous que les enseignants spécialisés se verront octroyer des annuités supplémentaires une fois leur spécialisation achevée (pour compenser la perte de l'indemnité) ?
- Pouvez-vous confirmer que les psychomotricien-ne-s, assimilé-e-s jusqu'alors à des maîtres-ses spécialistes (MS), bénéficieront d'une réévaluation de leur fonction en même temps que le reste du corps enseignant primaire ?
- Qu'en est-il du cas représenté par les formatrices et formateurs de l'enseignement primaire (qui, actuellement, ont un statut d'enseignant détaché)? Cautionnez-vous la décision du service des RH de la DEP de demander leur évaluation au service des RH de l'OPE? Pourquoi cette démarche est annoncée le 23 avril 2007 alors que l'intention contraire avait été affirmée précédemment? Mesurez-vous les risques que cette demande de dernière minute - dans un dossier entamé il y a près de cinq ans - représente pour ces collègues ?

Après avoir régulièrement reçu de votre part, depuis 2003, des promesses qui n'ont pas été tenues, nous estimons incorrect, maintenant que cette revalorisation salariale est à bout touchant, d'être maintenus dans ces incertitudes. Au moment où il conviendrait enfin de préparer ensemble une issue heureuse, à même de faire oublier les bassesses passées, nous ne pouvons pas comprendre que nous ayons encore à nous plaindre de la peine que nous ressentons de la part des directions de boucler ce dossier. Soit il s'agit d'une forme inexplicable de rétention d'informations, soit ce défaut de communication révèle l'incurie des services chargés de clore cette réévaluation. Quoi qu'il en soit, nous réfutons a priori tous les prétextes qui pourraient être avancés pour justifier ces attermoissements. Nous en avons assez connus pour ne pas être dupes.

Nous vous prions donc instamment de faire en sorte que nous puissions, à l'occasion de notre AG ordinaire du 12 juin, avoir en notre possession tous les éléments définitifs afin de les communiquer à nos collègues.

## **2. Formation initiale des enseignants primaires**

Dès l'annonce de la volonté de mise en conformité des universités avec la déclaration de Bologne, l'association professionnelle a mené les consultations nécessaires auprès de sa base<sup>1</sup> afin de déterminer l'évolution souhaitée par rapport à la contrainte d'abandonner une formation de type licence (4 ans). Il en ressort très clairement que les professionnel-le-s exigent une formation de haut niveau, de type master (4<sup>1/2</sup>-5 ans). Vous avez fait part à la rentrée 2006 de votre intention de créer un institut de formation des enseignants (IUFÉ). Ce dernier devrait ouvrir ses portes en octobre 2008. Autant dire demain. Pourtant, à ce jour, nous ne savons toujours pas de quoi cet IUFÉ sera fait et à quoi il servira exactement, pour la bonne raison que les instances de concertation sont éparpillées, qu'il est donc impossible de faire des liens entre les différents lieux de discussion, et qu'aucune négociation regroupant tous les partenaires n'a encore eu lieu.

- Quand comptez-vous enfin mettre en place un "groupe de pilotage élargi", ainsi que vous l'évoquiez dans votre courrier du 11 octobre adressé au recteur de l'université ?
- Quelle est ou sera votre prise en compte de l'avis de la commission paritaire de la formation qui, selon l'article 81 du règlement B5 10.04, "se prononce sur les questions concernant la formation initiale du personnel enseignant" ?
- Comment expliquez-vous que, malgré nos protestations, il soit régulièrement passé outre ce même règlement qui dit aussi que "toute question importante traitée entre l'enseignement primaire et la section des sciences de l'éducation de l'université de Genève fait l'objet d'une concertation préalable entre la DGEP et la SPG" ?
- Quelle est votre position par rapport à la régression supplémentaire envisagée pour l'école par certains milieux et qui consisterait à réduire la formation du primaire au niveau du bachelor? Que comptez-vous entreprendre exactement pour que nous n'en arrivions pas à cette extrémité? Comment entendez-vous conjuguer une éventuelle "employabilité" après le bachelor et une obligation du master ensuite ?
- Quelle est votre appréciation de l'analyse fournie par le groupe de travail spécifique au primaire, mandaté par la commission paritaire de la formation, et qui est arrivé à la conclusion, également pour des simples questions de gestion prévisionnelle des enseignants, que l'engagement après le bachelor était la pire des solutions ?
- Si d'une part le conseil de l'université n'accepte pas un master en enseignement primaire et, d'autre part, la faculté de psychologie et des

---

<sup>1</sup> Résolutions des AG du 25 janvier 2005 et 30 mai 2006

sciences de l'éducation se refuse à concevoir un curriculum complet au niveau du bachelors, quelle issue envisagez-vous ?

Le scénario d'un bachelors à l'université et d'un master à l'IUFE, pour un total de 270 crédits, nous convient. Le titre requis pour enseigner au primaire doit donc être le master. Tout autre compromis dévaloriserait considérablement le métier d'enseignant et dégraderait les conditions de formation des élèves. Il serait par ailleurs insensé que pour enseigner en 6<sup>ème</sup> primaire (une dizaine de disciplines à des classes hétérogènes, voire de doubles degrés) trois ans de formation suffisent alors que pour être prof de maths en 7<sup>ème</sup> (une seule discipline à des classes à niveau) il faudrait six années au minimum d'études ; cet écart à lui seul serait ahurissant et enterrerait pour longtemps toute évolution vers la cohérence de l'école obligatoire.

Nous vous demandons de prendre en considération l'avis des partenaires concernés en ayant eu l'obligeance de les réunir au préalable. Il faudra ensuite trouver les moyens de faire appliquer la décision qui émanera de cette instance composée de représentants responsables, acteurs indispensables à l'école.

### **3. Fonctionnement de l'enseignement primaire**

La commission du fonctionnement a commencé ses travaux le 9 septembre 2005. Les deux scénarios divergents du premier rapport final en juin 2006 ont finalement été écartés. Le syndicat s'est longtemps opposé aux directions d'écoles, préférant une responsabilité accrue et partagée des acteurs locaux plutôt que la désignation d'un primus inter pares mettant en danger la collaboration et l'intelligence au travail. Un compromis a toutefois été trouvé le 2 novembre 2006 et a fait l'objet d'une synthèse, document signé le 16 novembre par la DGEP, la SPG et l'AIG. L'accord du syndicat tenait essentiellement à l'option que vous avez prise de créer une centaine d'établissements scolaires. Ce nombre est important et montre une réelle volonté de changement, d'une création d'une nouvelle fonction de directeur qui n'est ni celle de responsable d'école actuel ni celle d'inspecteur. Or, depuis la reprise des travaux et malgré le mandat complémentaire qui précise bien cette donnée de travail, la commission piétine et perd son temps à devoir discuter - et à rejeter en ce qui nous concerne - des scénarios où le nombre d'établissements est revu à la baisse. A cela s'ajoute la confusion entretenue avec la mise en place et l'extension du réseau d'enseignement prioritaire (REP), l'absence du mandat promis pour une future commission du "nouveau fonctionnement de l'enseignement spécialisé", les velléités de la DGEP de modifier les modalités de collaboration entre titulaires et MS (et GNT) au mépris de la concertation, etc. Enfin, alors que l'écriture du projet de budget 2008 est pratiquement terminée, les éléments propres à déterminer la faisabilité d'un fonctionnement nouveau à la rentrée 2008 nous sont celés. Aucune information, aucun chiffre, ne nous ont été fournis sur les moyens réels qui sont envisagés.

- Avez-vous conscience que les scénarios les plus réalistes requièrent la création d'environ 200 postes pour mettre en place des directions d'établissements (postes de directeurs, doyens, secrétaires) ?
- Pensez-vous toujours que ces quelque 200 postes peuvent être trouvés au moyen de réallocations internes ?
- Pourquoi le mandat de l'enseignement spécialisé, promis par le secrétaire général dans un courriel du 20 février 2007, n'est-il toujours pas rédigé ?
- Croyez-vous raisonnable de penser un nouveau fonctionnement pour l'enseignement primaire et de prétendre le mettre en place dans une année en ignorant l'enseignement spécialisé ?
- Cautionnez-vous le fait que la DGEP organise des séances d'information dans les régions (avec les RE et MP) et convoque tous les MS pour leur exposer de nouvelles options d'organisation du travail au prétexte d'anticiper le nouveau fonctionnement alors que les modalités proposées n'ont jamais été discutées dans la commission ad hoc et, surtout, seront négociées dans un groupe de

travail qui sera mis en place à la rentrée 2007, comme vous vous y êtes engagé ?

- Comment expliquez-vous le fait que la DGEP ait sciemment occulté toute donnée budgétaire et refusé de nous fournir les chiffres nécessaires pour élaborer un scénario crédible ?
- Estimez-vous normal qu'un appel d'offre parte dans toutes les écoles du canton en mélangeant les fonctions d'inspecteur et de directeur et en omettant de mentionner que ce sont les directions des 5 établissements du REP qui sont recherchées? Est-il correct selon vous de recruter des personnes pour ces postes alors que le cahier des charges n'est pas connu ?

Le syndicat s'opposera à tout plan qui consisterait à mettre en place un nouveau fonctionnement sans la totalité des moyens qui sont nécessaires à sa réalisation. Les discours empreints de regrets sur le décalage entre les intentions et la conjoncture défavorable, les exhortations à quand même aller de l'avant pour le bien des élèves ainsi que les promesses sur les moyens qui arriveront après la mise en route, comme si cette dernière était indispensable à la crédibilité du projet tout entier, n'ont plus d'effet et seront vains, aujourd'hui comme demain. Le corps enseignant s'est dévoué sans compter depuis des décennies pour faire avancer l'école et n'a été que peu payé en retour. Les écueils de la phase de rénovation, pourtant identifiés bien assez tôt, n'ont pu hélas être évités, essentiellement pour cause de défaut de moyens. L'addition est lourde maintenant et nous ne répéterons pas les erreurs du passé.

Nous demandons à avoir à disposition toutes les données nécessaires à l'étude de la faisabilité de la réorganisation du primaire en une centaine d'établissements et à être informés sans délai des moyens envisagés pour la rentrée 2008. Nous voulons également que le nouveau fonctionnement de l'enseignement spécialisé soit pensé en parallèle et dans le même temps que celui de l'ordinaire. Enfin, nous attendons de votre part un message très clair aux écoles et aux partenaires qui fasse état de l'obligation, vu les travaux en cours et l'expectative dans laquelle nous nous trouvons, de dissocier tout ce qui peut avoir trait au REP d'un hypothétique nouveau fonctionnement.

Si nous ne nous méprenons pas sur vos convictions en matière d'éducation et de politique scolaire - et reconnaissons y adhérer en bonne partie - nous ne pouvons pas pour autant rester cois devant l'apparente incapacité de votre département à réaliser des projets ambitieux. L'école n'a déjà que trop souffert du peu de concordance entre les intentions politiques et les moyens octroyés. Quand l'objectif, aussi généreux soit-il, ne pourra être atteint car les conditions nécessaires à son avènement ne sont pas réunies et que les intérêts des décideurs restent inconciliables, il faut avoir le courage et l'honnêteté de le dire.

En vous remerciant de votre attention et avec l'espoir d'avoir le plaisir de vous lire prochainement, je vous prie d'agréer, Monsieur le conseiller d'Etat, cher Monsieur, l'expression de ma haute considération.



Olivier BAUD

Copie à :

- M. Frédéric Wittwer, secrétaire général du DIP
- M. Didier Salamin, directeur général de l'enseignement primaire
- M. Robert Monin, directeur des RH des SAFs
- M. Stephan Eliez, directeur du SMP
- Mmes et MM. les membres du Conseil représentatif